

# L'Afrique a repris sa place dans le monde et dessine désormais sa propre voie vers l'émergence

Par Rémy RIOUX

Directeur général de l'Agence française de développement (AFD)

**C**e numéro de *Réalités industrielles* consacré à l'Afrique est un témoignage supplémentaire de l'intérêt que suscitent à juste titre le continent et son devenir. Alors que la crise économique des années 1980 et 1990 avait marginalisé l'Afrique – au moment même où l'Asie émergeait –, celle-ci a depuis connu un élan de prospérité. Malgré le ralentissement observé depuis 2016 et des situations de fragilité qui demeurent, l'essor de l'Afrique se poursuit. Ce renouveau africain a été compris tardivement et nous peinons encore à en saisir toute la mesure. Comment dès lors ajuster notre regard pour mieux saisir la transformation du continent ? Quelles doivent être les priorités pour ce continent et ses partenaires ?

## L'Afrique a démontré sa capacité à se transformer et affirme sa place dans le monde

Pour s'en apercevoir et comprendre les enjeux du continent, il faut d'abord changer de regard pour considérer l'Afrique comme les Africains se la représentent, dans sa dimension véritable, celle du Tout Afrique. Du Caire au Cap, de Dakar à Djibouti, l'Afrique apparaît grande comme la Chine, l'Inde, les États-Unis et l'Europe réunis. De nouvelles réalités apparaissent lorsque l'on cesse de couper l'Afrique en deux.

Il est ainsi un trait commun aux pays d'Afrique qui est insuffisamment reconnu : leur capacité à opérer des mutations profondes en des périodes de temps courtes. Celles des dernières décennies ont été insuffisamment soulignées, l'Afrique n'apparaissant encore trop souvent dans l'actualité que lorsque des crises ou des désastres s'y produisent. Certes, de nombreux pays d'Afrique affichent encore un écart défavorable avec le reste du monde – en particulier en termes de pauvreté –, mais cela n'est en rien une mesure de la capacité du continent à se transformer. Le PIB réel par habitant du continent y est aujourd'hui 40 % plus élevé qu'au début des années 2000. Si les taux de croissance actuels se maintiennent, le PIB africain aura plus que doublé entre 2010 et 2030, quand celui de l'Europe n'aura augmenté que de 40 %. La mortalité infantile a chuté de manière drastique au cours des trente dernières années, enregistrant une baisse de près de 60 % entre 1990 et 2017. L'Afrique est également en train d'opérer un rattrapage accéléré en matière de scolarisation grâce aux efforts déployés par les différents gouvernements africains pour consacrer une part considérable de leurs budgets nationaux à l'éducation.

Par ailleurs, les dynamiques africaines – qu'elles soient économiques ou culturelles – redeviennent lisibles dès lors que l'on se départit d'un regard horizontal qui, loin de refléter les trajectoires des cinquante-quatre pays qui composent l'Afrique, nourrit au contraire des généralisations. Il ne faut naturellement pas voir l'Afrique de façon uniforme ou exagérément optimiste. Certains pays enclavés d'Afrique – au Sahel et Afrique centrale, en particulier – sont fragilisés à des degrés divers par des crises sécuritaires, tandis que les pays côtiers sont dans des situations plus stables et solides. Alors que quelques-unes des principales économies d'Afrique connaissent actuellement des difficultés qui pèsent sur la croissance du continent – en particulier le Nigéria et l'Afrique du Sud, qui représentent 40 % du PIB africain –, d'autres pays enregistrent des taux de croissance parmi les plus élevés au monde – l'Éthiopie, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, notamment. De même, l'idée d'une Afrique riche seulement de ses matières premières n'est plus exacte. Un certain nombre de pays restent certes toujours dépendants de la production et de l'exportation de matières premières pour assurer leur dynamique économique. Cependant, le retournement du cours de matières premières ces dernières années – s'il a affecté la trajectoire économique du continent – n'a pas fait basculer l'Afrique dans une nouvelle crise, comme ce fut le cas dans les années 1980.

L'Afrique s'affirme ainsi dans le monde d'aujourd'hui comme de demain. Loin des schémas prédéterminés, les pays africains se préparent à dessiner des voies d'émergence, exploitant l'ensemble des atouts du continent et renouvelant leurs stratégies. Ils diversifient désormais leurs partenariats politiques, économiques et financiers. Les entreprises du continent sont les premières à afficher leurs ambitions continentales. Les pays développés comme émergents, la Chine au premier chef, y renforcent leurs positions commerciales, diplomatiques ou militaires. De façon plus systématique,

l'Afrique constitue une des étapes des stratégies d'internationalisation des grands groupes mondiaux ou de PME, dont les investissements sur le continent sont motivés par des perspectives de long terme. Les partenaires traditionnels se trouvent ainsi bousculés et doivent faire davantage la démonstration de leur valeur ajoutée.

## Dans ce contexte, sept enjeux me paraissent prioritaires pour l'avenir de l'Afrique

- **Changement climatique et lien social** : *répondre à ces deux priorités qui vont de pair et forment un tout solidaire*. Même si la région n'a en définitive contribué que faiblement aux émissions de CO<sub>2</sub> – à l'exception de l'Afrique du Sud –, elle y est la plus vulnérable au monde. *Via* les effets induits sur les températures et les précipitations, le changement climatique expose particulièrement les populations les plus pauvres. Ce faisant, ces deux enjeux – climatique et social – sont étroitement liés. La prise en compte des effets du changement climatique devient ainsi une dimension structurante des choix stratégiques et d'investissement.
- **Jeunesse** : *accompagner l'ensemble de la jeunesse du continent*. La dynamique démographique d'un continent particulièrement jeune est d'abord une opportunité de croissance, même si elle induit des défis majeurs en termes d'emplois, de services publics ou encore d'infrastructures. En 2050, la jeunesse africaine représentera plus d'un tiers de la population mondiale âgée de 15 à 30 ans. Cette évolution est une bonne nouvelle : moins d'enfants meurent chaque année, on vit plus longtemps sur le continent, et le marché africain s'élargit. Il s'agit d'une opportunité unique de changement, de croissance et d'innovation. Il faut pour cela éduquer, nourrir, soigner et que ces jeunes trouvent à s'employer. Il faut aussi que cette jeunesse s'épanouisse par le sport, la culture ou l'implication citoyenne. C'est un défi qui doit être obligatoirement relevé, car il y a collectivement trop à perdre à ne pas y faire face. Ce défi doit non seulement mobiliser l'Afrique, mais aussi ses partenaires, car la réussite du continent conditionnera celle de ses voisins.
- **Fragilités** : *faire face aux situations de fragilité, en mobilisant l'ensemble des outils*. Le continent reste marqué par les situations de fragilité. Une zone instable traverse ainsi l'Afrique horizontalement, du Sahel à la Somalie, et verticalement, de la Lybie à la RDC. Fragilité et prospérité sont deux sujets liés : les régions les plus fragiles concentreront bientôt l'essentiel des populations en situation d'extrême pauvreté aux niveaux africain et mondial. Il y a bien sûr un enjeu sécuritaire, qui appelle une réponse militaire et diplomatique. La France y contribue de façon forte. Il ne saurait cependant y avoir de solutions à long terme sans une ambition en termes de développement, une dimension longtemps sous-investie de la réponse en 3D – Défense, diplomatie, développement. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. Il faut accompagner les efforts des communautés locales, des États et de la communauté internationale pour permettre aux habitants de ces espaces fragilisés de vivre décemment. L'enjeu est d'offrir des services essentiels à ces territoires de l'hinterland africain : l'éducation, la santé, l'eau et l'électricité bien sûr, mais également la justice et des opportunités d'emploi.
- **Innovation** : *soutenir l'entrée massive du continent dans la transition numérique et l'innovation*. Chacun sait la progression rapide de la bancarisation en Afrique – y compris des plus pauvres – en lien avec le développement des solutions bancaires par la téléphonie mobile. La proportion d'habitants qui possèdent un compte bancaire par téléphone mobile est en effet très supérieure en Afrique subsaharienne (12 %) à la moyenne mondiale (2 %). Cet exemple n'est pas isolé : les solutions proposées par les innovateurs africains aux enjeux d'éducation, de santé ou d'agriculture peuvent permettre de « sauter » des étapes en contournant les contraintes physiques ou le déficit en infrastructures. Ces innovations font office d'accélérateur pour l'atteinte des ODD et nous rappellent que le Sud inspirera le Nord.
- **Intégration régionale** : *réussir l'intégration régionale et l'amélioration de la connectivité sur l'ensemble du continent*. La croissance de la population va faire de l'Afrique un des premiers marchés de la planète en termes de nombre d'habitants. C'est d'abord un atout pour l'Afrique elle-même, qui peut s'appuyer sur ce développement pour développer ses activités économiques. Pour autant, et à quelques exceptions régionales près, ce marché est aujourd'hui largement éclaté en autant de zones que l'Afrique compte de pays. C'est ainsi un obstacle majeur au développement. Les pays d'Afrique au travers de l'Union africaine ne s'y sont pas trompés en créant en 2018 la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), officiellement entrée en vigueur en 2019. Les obstacles tarifaires et réglementaires – principaux objets de la ZLECA – ne sont cependant qu'un des facteurs de la faible intégration commerciale du continent. Les unions monétaires de la zone franc, souvent caricaturées, demeurent les plus vieilles communautés monétaires du monde, formes de solidarité politique supranationales, allant bien au-delà de la monnaie. Il faut également répondre au déficit d'infrastructures qui obère la connexion entre les pays – transport, électricité, numérique – ou des zones les moins accessibles.
- **Financement** : *poursuivre la diversification du financement des économies*. L'Afrique a déjà amorcé une diversification de ses sources de financement – transferts de fonds des migrants, épargne bancaire, fonds d'investissement panafricain –, ou de progression de la fiscalisation de l'économie. Cette diversification est essentielle à deux titres. Ce sont d'abord encore majoritairement les États qui s'endettent pour financer le développement du continent. Si la situation n'est pas critique, il est bien certain que cette trajectoire ne pourra pas perdurer : il faut que le secteur privé prenne le relais. L'aide au développement – qui joue encore un rôle majeur pour les pays les plus pauvres et les plus fragiles d'Afrique – peut accompagner ces évolutions. Il faut ensuite élargir les ressources pour le financement des économies africaines, dont les besoins sont considérables, notamment pour faire face au changement climatique.

• **Gouvernance** : *soutenir l'État et renforcer les grandes entreprises publiques et le secteur privé*. Des avancées majeures ont eu lieu en matière de transition politique et citoyenne, même si les enjeux de gouvernance demeurent prégnants : en 1980, la quasi-totalité des pays africains étaient gouvernés par des autocrates ; seuls trois le sont encore en 2015. Or, les États sont la colonne vertébrale des économies, car ils assurent la fourniture des services essentiels. La qualité de la gouvernance des États représente donc une dimension cruciale pour promouvoir une action collective fluide. Cela vaut également pour les grandes entreprises publiques, les agences de l'État ou les collectivités, qui jouent un rôle pivot dans les secteurs de l'électricité, de l'eau et des infrastructures plus généralement, ainsi que pour le secteur privé, formel et informel, qui crée l'emploi.

\* \*

\*

J'ai la conviction que ces défis doivent être relevés dans le cadre d'un *aggiornamento* du « Tout Afrique ». Ce changement de regard doit permettre de prendre la pleine et juste mesure du continent – « un continent multiple, pluriel, fort », avait indiqué le Président de la République française lors du discours prononcé le 28 novembre 2017 à Ouagadougou. Ce changement de regard donne ainsi à voir des enjeux panafricains, des dynamiques insoupçonnées et des succès méconnus qui doivent favoriser les échanges d'expériences, sur un pied d'égalité, entre le Sud et le Nord. Pour construire, dans un même élan, l'avenir de l'Afrique et celui de ses partenaires.